

Communiqué du 21/06/2012

**Après le
Comité
Technique
Ministériel
du 20 juin :**

**Les annonces
du ministre
ne permettent
pas de faire
face aux
difficultés
de la rentrée
scolaire**

FO LA DIFFÉRENCE FO L'INDÉPENDANCE

Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle,
de la Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière

6/8 rue Gaston Lauriau - 93513 MONTREUIL CEDEX - Tel : 01 56 93 22 22 - Fax : 01 56 93 22 40 - email : fnecfp@fo-fnecfp.fr

Les mesures d'urgence officialisées par le Ministre lors du Comité Technique Ministériel du 20 juin ne sont pas à la hauteur des difficultés rencontrées sur le terrain :

- 1000 postes rétablis dans l'enseignement primaire, alors que 14000 ont été supprimés au budget 2012 dans toute l'Education Nationale
- 3 heures de décharge pour les stagiaires, ce qui constitue une amélioration limitée pour ceux-ci mais risque de se répercuter sur la baisse des moyens de remplacement, en l'absence de mesures budgétaires

S'agissant des 15000 AVS-EVS dont le contrat vient à échéance entre juin et septembre, des mesures pour réemployer ceux qui ne sont pas en fin de droit sont annoncées, ce qui ne garantit pas, loin s'en faut, qu'il n'y aura aucun licenciement!

Le ministère, malgré une demande unanime des organisations syndicales n'a pas voulu se prononcer sur l'arrêt de la transformation en GIP des GRETA, s'en tenant à l'annonce d'une expertise dans les académies. Ceux-ci accueillent chaque année 500 000 stagiaires en formation continue dans le cadre de l'Education Nationale. Chacun sait pourtant que leur transformation en GIP (Groupement d'Intérêt Public) signifie un désengagement de l'Etat au nom de la concurrence libre et non faussée et de lourdes menaces sur l'emploi et le statut des personnels.

La FNEC FP FO a souligné qu'il reste aujourd'hui 13000 postes qui seront supprimés à la rentrée prochaine. Cela signifie des milliers de classes qui manquent, des effectifs surchargés, aucune mesure pour soulager la situation dans les collèges, les lycées, les lycées professionnels.

La FNEC FP FO a demandé des marges pour la rentrée, et donc des postes supplémentaires : le gel des 14000 suppressions de postes, devrait être la première des priorités. Ce serait un signe fort que la logique d'austérité va être interrompue.

La FNEC FP FO s'est félicitée de l'abrogation du décret sur l'évaluation des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation et a demandé que des signes concrets soient donnés que les contre-réformes qui ont malmené l'école et les personnels, et découlent de la RGPP seront abandonnées (décrets Darcos dans le primaire et suppression des RASED, retour à une véritable formation professionnelle pour les stagiaires, abandon du dispositif ECLAIR...).

Alors que depuis des années le blocage des salaires conduit à une paupérisation des personnels de toutes catégories la FNEC FP s'inquiète des déclarations du ministre selon lesquelles « nous ne pouvons pas revaloriser les salaires des enseignants » au nom du fait selon lui que ce sont « des gens pour qui l'argent n'est pas le premier moteur ». La FNEC FP FO réaffirme sa revendication de revalorisation de la valeur du point d'indice et d'abrogation du jour de carence.

La FNEC FP FO à l'issue de ce CTM s'adresse au Ministre.

Les mesures annoncées ne sont pas à la mesure des difficultés qui s'annoncent à la rentrée scolaire. Des tensions importantes existent, elles vont s'aggraver.

Il est urgent que de réelles marges soient données en termes de postes et de moyens pour que les classes soient rouvertes que ce soit en maternelle, dans le primaire ou le secondaire, que tous les élèves qui le souhaitent puissent trouver une place dans l'enseignement professionnel, qu'il n'y ait pas de classes surchargées, que les options nécessaires soient partout ouvertes, que des postes de personnels administratifs soient rétablis.

Il est urgent de geler les suppressions de postes.

Monsieur le Ministre, vous allez avoir du mal, nous allons avoir du mal. En gelant l'essentiel des 14000 suppressions de postes, vous auriez les moyens de commencer à répondre aux revendications les plus urgentes, en ne le faisant pas, toutes vos décisions sont contraintes par le budget et les contre-réformes du précédent gouvernement.